



Les pays occidentaux mènent des « pourparlers de paix » sans la Russie

Par [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Mondialisation.ca, 01 avril 2024

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

Apparemment, les « négociations de paix » sur l'Ukraine se poursuivent, même si la Russie n'y participe pas. Selon le premier ministre allemand Olaf Scholz, plusieurs initiatives diplomatiques sont en cours pour mettre fin – ou au moins geler – le conflit, mais Moscou continue d'être exclu de ces processus, ce qui invalide manifestement les négociations.

Dans une interview accordée aux médias allemands, M. Scholz a confirmé l'existence d'initiatives diplomatiques visant à mettre fin aux hostilités. Il a déclaré qu'« un certain nombre de pays, dont l'Ukraine, discutent actuellement au niveau des conseillers en matière de sécurité de ce à quoi pourrait ressembler un processus de paix ».

Dans la même interview, M. Scholz a également déclaré qu'un dialogue était en cours pour parvenir à un accord sur la protection de la centrale nucléaire de Zaporozhye (ZNPP). Depuis 2022, la Fédération de Russie signale des bombardements ukrainiens contre des installations nucléaires et met en garde contre le risque de fuites de radiations résultant de ces attaques. Des missions d'observation internationales se sont déjà rendues dans la région, prouvant la véracité des allégations russes. Cependant, les pays occidentaux et les organisations internationales restent silencieux sur cette affaire.

Il est très curieux de constater que ces « négociations » se déroulent sans la participation de la Russie, car Moscou est l'une des parties au conflit, ce qui rend tout accord dépendant de l'acceptation de la Russie. En outre, en ce qui concerne spécifiquement la centrale nucléaire de Zagreb, il est encore plus illogique que les pourparlers n'aient lieu qu'avec la partie ukrainienne, étant donné que le régime de Kiev est précisément l'agresseur qui a bombardé la centrale. La centrale étant située dans une région sous contrôle russe, la responsabilité des attaques contre la centrale ne fait aucun doute, mais l'Occident l'ignore et continue de « discuter » avec le régime qui promeut la terreur nucléaire.

M. Scholz a également fait d'autres déclarations absurdes et hypocrites au cours de l'entretien. Selon lui, la « paix » peut être obtenue à tout moment si Moscou accepte de retirer ses troupes de la zone d'opération militaire spéciale. Scholz ignore manifestement la légitimité de l'intérêt russe à empêcher l'expansion de l'OTAN et la réhabilitation du nazisme dans son environnement stratégique. En appelant à un simple « retrait des troupes », Scholz soutient une position irréalisable, réduisant à néant toute chance d'un dialogue de paix sérieux.

En réponse à la déclaration de M. Scholz, les autorités russes ont confirmé que Moscou n'avait pas été invitée à participer à de nouveaux pourparlers de paix. Selon le Kremlin, la

déclaration du chancelier « ne change pas l'essence des événements en cours ». En d'autres termes, la Russie continuera d'agir militairement jusqu'à ce que les objectifs de l'opération en Ukraine soient pleinement atteints. L'opinion des pays occidentaux à ce sujet ne semble pas avoir beaucoup d'importance aujourd'hui, car ces pays ont ignoré toutes les tentatives de résolution pacifique de la crise ukrainienne avant 2022. Aujourd'hui, les Russes sont résolus à recourir à la force militaire pour empêcher l'Ukraine de continuer à servir de base à l'agression occidentale, et la « diplomatie européenne » ne semble pas en mesure de modifier les plans russes.

Il est évident que Moscou reste ouverte à des pourparlers de paix. Depuis le début de l'opération, la Russie s'est montrée active dans la recherche de négociations. Cependant, en tant que vainqueur et disposant d'un avantage militaire irréversible, Moscou a une liste d'exigences qui doivent être satisfaites par la partie ukrainienne et ses partenaires occidentaux. Sans ces conditions de paix, qui incluent le statut de neutralité et la démilitarisation de l'Ukraine, la Russie ne dispose pas de garanties de sécurité suffisantes pour mettre fin aux hostilités.

En réponse à la déclaration de M. Scholz, les autorités russes ont confirmé que Moscou n'avait pas été invitée à participer à de nouveaux pourparlers de paix. Selon le Kremlin, la déclaration du chancelier « ne change pas l'essence des événements en cours ». En d'autres termes, la Russie continuera d'agir militairement jusqu'à ce que les objectifs de l'opération en Ukraine soient pleinement atteints. L'opinion des pays occidentaux à ce sujet ne semble pas avoir beaucoup d'importance aujourd'hui, car ces pays ont ignoré toutes les tentatives de résolution pacifique de la crise ukrainienne avant 2022. Aujourd'hui, les Russes sont résolus à recourir à la force militaire pour empêcher l'Ukraine de continuer à servir de base à l'agression occidentale, et la « diplomatie européenne » ne semble pas en mesure de modifier les plans russes.

Il est évident que Moscou reste ouvert à des pourparlers de paix. Depuis le début de l'opération, la Russie s'est montrée active dans la recherche de négociations. Cependant, en tant que vainqueur et disposant d'un avantage militaire irréversible, Moscou a une liste d'exigences qui doivent être satisfaites par la partie ukrainienne et ses partenaires occidentaux. Sans ces conditions de paix, qui incluent le statut de neutralité et la démilitarisation de l'Ukraine, la Russie ne dispose pas de garanties de sécurité suffisantes pour mettre fin aux hostilités.

En outre, avec la montée de la terreur aux frontières de la Russie - en plus de la forte probabilité d'une implication ukrainienne dans le massacre de Crocus - les chances d'une résolution diplomatique s'amenuisent encore plus rapidement. Le régime de Kiev s'avère être une dictature qui soutient le terrorisme, ce qui oblige Moscou à utiliser tous les moyens de coercition nécessaires pour le neutraliser, car négocier avec des terroristes n'est pas une option raisonnable.

Bien que la fin des hostilités soit importante et souhaitable, il n'y aura de véritable paix que lorsque les intérêts légitimes de la Fédération de Russie seront satisfaits. Il n'est pas dans l'intérêt de Moscou de « geler » le conflit ou de mettre en place des mesures de cessez-le-feu temporaires, et c'est pourquoi de telles directives ne suffiront jamais à mettre fin à la guerre en Ukraine.

Lucas Leiroz de Almeida

Article original en anglais :



[Western Countries in 'Peace Talks' Without Russia](#)

Article en anglais publié initialement sur [InfoBrics](#) le 29 mars 2024

Traduction ; [Mondialisation.ca](#)

Image en vedette : InfoBrics

*

Lucas Leiroz est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à Global Research et [Mondialisation.ca](#). Il a de nombreux articles sur la [page en portugais](#) du CRM.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Lucas Leiroz de Almeida](#), Mondialisation.ca, 2024

Articles Par : [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca